



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Délégation
pour l'action extérieure
des collectivités territoriales**

DGM/DAECT

COMPTE RENDU

Séminaire en ligne « Inclusion – Participation citoyenne et Gestion durable des territoires »

Mardi 14 juin 2022

La Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) a contribué à la 9^{ème} édition de la Semaine de l'Amérique Latine et des Caraïbes (SALC), organisée par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) du 26 mai au 11 juin. Cet événement a pris la forme d'un séminaire en ligne consacré à la coopération décentralisée avec l'Amérique latine et les Caraïbes, en partenariat avec Cités Unies France (CUF).

Le 14 juin, la DGM/DAECT a co-organisé avec CUF, dans le cadre de la Semaine de l'Amérique Latine et des Caraïbes (SALC), un séminaire en ligne intitulé « Coopération décentralisée avec l'Amérique latine et les Caraïbes : Inclusion – Participation et Gestion durable des territoires ».

Suivi par 102 personnes durant le pic d'audience, cet événement a été l'occasion de mettre en lumière auprès des collectivités françaises l'intérêt de développer des partenariats avec cette région du monde. L'événement a compris des interventions d'universitaires et d'institutions, ainsi que les témoignages de représentants de collectivités territoriales, autour de deux grandes thématiques « Égalité-Inclusion-Citoyenneté » et « Gestion durable des territoires ».

INTRODUCTION

Jean-Paul GUIHAUMÉ, Ambassadeur, Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales, a introduit la session en présentant le contexte et les différents intervenants. Il a également explicité la structuration des échanges autour des deux thématiques principales : « Égalité femmes-hommes, inclusion et participation citoyenne », et « Gestion durable des territoires en contexte de post-pandémie (urgence climatique, patrimoine, renforcement des capacités) ».

Philippe BASTELICA, Ambassadeur, Secrétaire général de la Semaine de l'Amérique Latine et des Caraïbes, a spécifié le cadre historique du temps fort dédié à l'Amérique latine qu'est la

SALC, dont l'objectif est de mettre en valeur les liens innombrables unissant les deux zones géographiques dans une grande diversité de domaines. Il a conclu son intervention en soulignant que la dixième édition de la SALC, en 2023, aura pour fil rouge la décentralisation.

Céline PAPIN, présidente de la Dynamique Amérique Latine et Caraïbes (DALC) de Cités Unies France (CUF), a rappelé l'intérêt de promouvoir la coopération entre la France et l'Amérique Latine et les Caraïbes en s'appuyant sur l'implication de Bordeaux dans cette région du monde. Elle a incité les collectivités n'ayant pas encore rejoint cette dynamique à s'y inscrire pleinement.

PARTIE 1 : ÉGALITE FEMMES-HOMMES, INCLUSION ET PARTICIPATION CITOYENNE

a) Intervention académique

Eugenia D'ANGELO, avocate argentine, chercheuse en Droits Humains, directrice générale de l'association MundoSur et ancienne chargée des Relations internationales à la mairie de Santa Fe (Argentine), a démontré que la coopération décentralisée représentait un outil pour atteindre les Objectifs du développement durable (ODD) en matière de droits humains, notamment d'égalité femme-homme. Selon elle, deux facteurs constituent un blocage à leur réalisation : la faible participation des femmes dans les espaces politiques et les violences qui leur sont faites. L'Amérique latine est encore loin de la parité, étant donné qu'il s'agit de la deuxième région la plus dangereuse pour les femmes après l'Afrique, concernant les violences conjugales. Les initiatives doivent se traduire par des actions concrètes en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, par le biais du partage de bonnes pratiques.

b) Témoignages de collectivités territoriales

Gérard DESAPHY, vice-président en charge de la Coopération internationale et de la Culture de la Communauté d'agglomération du Grand Angoulême, a repris les grandes lignes de sa coopération avec Zapopan (Mexique), soutenue par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères de 2012 à 2018. Plusieurs initiatives ont pu voir le jour : flux des talents créatifs, collaborations inter-entreprises et le projet Confluence créative. Ce dernier, financé par le dispositif FICOL de l'AFD depuis 2019, a pour but de structurer un écosystème culturel et créatif autour de trois composantes : formation, entrepreneuriat et création artistique.

Philippe LORIMIER, maire de Crolles, a présenté la coopération menée avec Zapatoca (Colombie) depuis 2016. Dirigée par une femme, cette commune a fait de l'égalité femme-homme une de ses priorités. Les projets développés conjointement portent essentiellement sur quatre axes : le développement touristique, l'éducation à la paix, des échanges institutionnels, et la mobilisation des populations. A titre d'illustration, 40 femmes ont été accompagnées pour réactiver et professionnaliser la filière artisanale de Zapatoca.

Serge ZAROUDNEFF, conseiller municipal chargé des Relations internationales et de la Coopération décentralisée de Bouguenais, a présenté la coopération avec El Tuma La Dalia (Nicaragua). Active depuis 1998, elle s'est développée à plusieurs niveaux : entre les deux collectivités jusque 2019 ; entre Bouguenais et l'ONG locale CESESMA via des conventions tripartites avec El Tuma La Dalia ; et entre CESESMA et l'association Bouguenais Jumelage Coopération, partenaire de la ville dans ses engagements internationaux. Les actions mises en place œuvrent pour la défense des droits des enfants, luttent contre les discriminations générationnelles et les violences de genre, et pour l'égalité femme-homme.

Céline PAPIN, adjointe au maire de Bordeaux chargée des coopérations territoriales, européennes et internationales, a évoqué la coopération en cours avec Lima (Pérou). Le projet « Habla Mujer » a vu le jour en raison de la pauvreté majeure qui touche certains quartiers de la capitale péruvienne, ainsi que le taux de violences faites aux femmes et les retombées de la pandémie. Son approche systémique d'*empowerment* féminin pour visibiliser les violences de genre et sensibiliser le grand public s'adosse à un accompagnement juridique et économique par le biais de formations. A ce jour, il comptabilise 300 participantes et 80 000 bénéficiaires.

c) Point de vue institutionnel

Hélène ROOS, Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès de l'État plurinational de Bolivie, a souligné la pertinence de la diplomatie féministe portée par la France. Elle possède en ce sens des points de convergence avec la Bolivie, qui a identifié 2022 comme l'année de la « dépatricarisation ». Sur le plan économique, les collectivités boliviennes visent à développer des réseaux de femmes entrepreneures pour favoriser leur autonomisation. Dans le domaine socio-politique, un grand nombre d'élues cherchent à engager des échanges de bonnes pratiques. Elle considère que la coopération décentralisée est un véritable levier pour permettre une nouvelle dynamique de rapprochement après la pandémie. Dans ce cas, la volonté politique des collectivités françaises est essentielle pour renouer des contacts.

PARTIE 2 : GESTION DURABLE DES TERRITOIRES EN PERIODE DE POST-PANDÉMIE (URGENCE CLIMATIQUE, PATRIMOINE, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS)

a) Intervention académique

Christophe VENTURA, directeur de recherche à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), spécialiste de la géopolitique de l'Amérique latine et journaliste, a centré son intervention sur la conjoncture latino-américaine, caractérisée par diverses crises qui s'enchevêtrent : l'essoufflement des performances économiques depuis la Seconde Guerre mondiale, les affres de la pandémie avec 70 millions de personnes affectées, les conséquences de catastrophes climatiques... Au sein de la population, les plus touchés sont les femmes, les jeunes et les habitants des milieux ruraux. Si la responsabilité de cette situation incombe à la

communauté internationale, elle pose des défis communs aux collectivités locales et territoriales françaises. Pour lui, les réponses sont à trouver dans l'adaptation au réchauffement climatique, notamment l'évolution du modèle économique productiviste basé sur l'extraction et l'exportation.

Sébastien VELUT, enseignant-chercheur en géographie à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (IHEAL), s'est concentré sur le rôle des collectivités locales sur le continent latino-américain. S'il s'agit du plus urbanisé au monde, avec un taux atteignant les 80%, il en existe généralement deux, voire trois niveaux : les municipales, peu répandus, et les départements, provinces ou États, qui peinent à exister dans les États non fédéraux. Il a insisté sur l'atout qu'ils possèdent de s'organiser à travers des réseaux locaux, tels que Mercociudades et C40, pour démultiplier leur action. De même, les entités locales sont demandeuses de partenariats avec l'Europe, perçue comme un modèle de prestige. Le programme URB-AL en était une illustration. Il a encouragé à réinvestir ce grand ensemble de manière volontariste, en palliant le manque de moyens et de continuité, et la concurrence extra-européenne.

b) Témoignages de collectivités territoriales

Mathieu GUÉRIN, directeur de la Coopération décentralisée et des Relations internationales du Conseil départemental des Yvelines, a mis en exergue la particularité de la coopération avec la Province de Jujuy, en Argentine. Déjà partenaires de six pays, les Yvelines ont été contactées fin 2019 par la Province de Jujuy pour mettre en place un nouvel accord. Le budget qui y est consacré est le plus bas de toutes leurs coopérations, mais il s'agit de la plus importante participation d'un partenaire. Déjà soutenu par la DAECT en 2021, le projet est prometteur : il a été renouvelé en 2022 pour trois ans. Il est désormais axé sur le renforcement de capacités, l'écotourisme, la compensation carbone, la technique de l'Adobe, la gestion du patrimoine et des incubateurs.

Christine PECASTAINGTS, directrice de l'Agence de Développement et de Coopération Economique Internationale (Interco Nouvelle-Aquitaine), a confirmé l'intérêt de son agence pour l'Amérique latine et les Caraïbes. L'agence indépendante se spécialise depuis plus de 30 ans dans le secteur agricole, notamment les filières viti-vinicoles, l'élevage, les fruits et légumes, les forêts et industries du bois. Fortement développées ou en développement en Amérique latine, celles-ci ont besoin d'appui ou d'expertise en France. À titre d'exemple, Interco utilise son label EXPE-CT, octroyé par la DAECT, dans la région de Tarija en Bolivie, où elle est présente depuis 2015-2016, ainsi qu'en Uruguay, où elle est active depuis plus de 20 ans. Le contact y a été repris il y a deux ans, avec la signature d'un accord de coopération pour accompagner la reconversion de la vitiviniculture par le biais de l'INAVI. Elle a affirmé que les visites à venir de délégations latino-américaines au salon Vinitech sont de bon augure pour la poursuite de ces actions extérieures.

c) Point de vue institutionnel

Marie-Pierre BOURZAI, directrice du Département Amérique latine à l'Agence Française de Développement (AFD), a rappelé que, si l'engagement principal de l'AFD se situe en Afrique, elle est plus latino-américaine qu'il n'y paraît. Elle y intervient dès 2007 au Brésil, pour appuyer la transition écologique, territoriale et énergétique, et réduire les inégalités sociales. Ses neuf pays d'intervention ont représenté 1,7 milliards d'euros de financement de projets en 2021, soit 14% des engagements de l'AFD. L'outil de la FICOL – facilité de financement des collectivités territoriales – possède quant à lui 11 millions d'euros de budget, dont 4,14 millions sont mobilisés par dix projets en Amérique latine. Ceux du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur avec l'État costaricien sur la biodiversité en matière d'écotourisme, et du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle avec la Province d'Esmeraldas et Sucre en Équateur pour la reconstruction de réseaux d'eau en sont de parfaits exemples. À l'image de la Communauté d'agglomération du Grand Angoulême avec Zapopan au Mexique, elle a invité les collectivités territoriales à prendre attache avec l'AFD pour créer des passerelles techniques.

CONCLUSION

Michèle RAMIS, directrice des Amériques et des Caraïbes, haute fonctionnaire en charge de l'égalité des droits au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, a conclu les interventions en soulignant l'importance de la gestion durable des territoires, à la croisée des défis environnementaux, alimentaires et sociaux auxquels nos sociétés font face. De même, elle a affirmé que le portage politique de la diplomatie féministe française est plus fort que jamais. Elle a salué le bon développement de la coopération décentralisée dans ce domaine, notamment grâce au premier Appel à projets lancé cette année par la DAECT à ce sujet. Ce sont des thématiques stratégiques et d'actualité, pour lesquelles l'action des Postes – à l'image du FSPI PISSCA lancé par le SCAC d'Amérique centrale – et des collectivités territoriales françaises est essentielle en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Jean-Paul GUIHAUMÉ, Ambassadeur, Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales, a clôturé les échanges en remerciant intervenants et participants pour leur présence. Il les a encouragés à rester en contact avec l'équipe de la DAECT, pour récolter des informations sur les divers financements possibles de partenariats locaux entre la France et l'Amérique latine et les Caraïbes.